
La Convention décrète que divers représentants du peuple détenus et malades, pourront se faire transférer dans leur domicile, lors de la séance du 3 brumaire an III (24 octobre 1794)

Citer ce document / Cite this document :

La Convention décrète que divers représentants du peuple détenus et malades, pourront se faire transférer dans leur domicile, lors de la séance du 3 brumaire an III (24 octobre 1794). In: Archives Parlementaires de 1787 à 1860 - Première série (1787-1799) Tome C - Du 3 au 18 brumaire an III (24 octobre au 8 novembre 1794) Paris : CNRS éditions, 2000. p. 37;

https://www.persee.fr/doc/arcpa_0000-0000_2000_num_100_1_21137_t1_0037_0000_5

Fichier pdf généré le 04/10/2019

en liberté par jugement du Tribunal révolutionnaire de Paris, du 27 vendémiaire dernier, décrète que, sur le vu du présent décret, la Trésorerie nationale paiera à chacun des susnommés la somme de 400 L, à titre de secours et indemnité.

Le présent décret sera inséré au bulletin de correspondance (87).

23

La Convention nationale, après avoir entendu le rapport [SAINT-MARTIN, au nom de] de son comité des Secours publics sur la pétition des citoyennes Houzelle mère et fille, domiciliées à Bruxelles et réfugiées en France depuis l'évacuation de cette ville par les troupes de la République, occasionnée par la trahison de l'infâme Dumouriez, décrète que sur le vu du présent décret, la Trésorerie nationale paiera auxdites Houzelle mère et fille la somme de 300 L à titre de nouveau secours provisoire, pour les aider à retourner au lieu de leur domicile.

Ce décret ne sera imprimé que dans le bulletin de correspondance (88).

24

La Convention nationale décrète que les représentants du peuple Queinnec^c, Peyre^a, Mercier^a, Derazey^a, Dusaulx^a, Marbos^a, Cazeneuve^a, Daunou^a, Dugué d'Assé^a, J. Guiter^{a,d}, Serre^a, Salmon^{b,e}, Obelin^f, Bailleul^g, Massa^h, Vincentⁱ, Jary^b, Maisse^c, Roüault^b, Tournier^b, G. Couppé^b, Périès cadet^b, Lefebvreⁱ, qui sont détenus dans diverses maisons d'arrêt à Paris, et qui sont malades, pourront se faire transférer dans leur domicile pour y rétablir leur santé (89).

(87) P.-V., XLVIII, 31-32. C 322, pl. 1363, p. 37, minute de la main de Saint-Martin, rapporteur, selon C^o II 21, p. 16. Bull., 3 brum. (suppl.).

(88) P.-V., XLVIII, 32. C 322, pl. 1363, p. 38, minute de la main de Saint-Martin, rapporteur, selon C^o II 21, p. 16. Bull., 3 brum. (suppl.).

(89) P.-V., XLVIII, 32. C 322, pl. 1363, p. 39. Décret anonyme selon C^o II 21, p. 16. Rép., n° 34; M.U., XLV, 56; J. Fr., n° 759; Ann. Patr., n° 662; Ann. R.F., n° 33; C. Eg., n° 797; J. Perlet, n° 761; Mess. Soir, n° 797; Gazette Fr., n° 1026; F. de la Républ., n° 34; J. Paris, n° 34.

a

[Les représentants du peuple Peyre, Mercier, Derazey, Dusaulx, Marbos, Cazeneuve, Guiter, Serre, Maisse, Daunou, Dugué d'Assé, détenus à Port-Libre, à la Convention nationale, Paris le 3 brumaire an III] (90)

Citoyens collègues

Nos facultés phisiques et morales sont épuisés par une détention de treize mois : nous avons repris courage lorsque nous avons vû la Convention nationale s'occuper de prononcer sur notre sort. Mais le raport des trois comités étant ajourné indéfiniment, nous prions la Convention nationale de nous permettre de nous retirer dans nos domiciles pour y rétablir nos santés.

Salut et fraternité.

PEYRE, MERCIER, DERAZEY, DUSAULX, MARBOS, Ig. CAZENEUVE, DAUNOU, DUGUÉ d'ASSÉ, GUITER, SERRE, MAISSE.

b

[Les députés Jary, Roüault, Salmon, Tournier, G. Couppé, Périès cadet, détenus à la Caserne des Carmes, à la Convention nationale, Paris le 2 brumaire an III] (91)

Citoyens collègues

Nous ne sommes plus que onze détenus dans la caserne des Carmes dont sept députés et nous sommes menacés d'être transférés pour la centième fois. Epargnés nous cette nouvelle mortification en nous permetant d'aller dans nos domiciles à Paris, sur noltre parole de ne pas sortir des barrières de cette ville. Nos affaires domestiques après traize mois de détention exigent noltre presence.

Salut et fraternité.

JARY, ROÜAULT, SALMON, TOURNIER, G. COUPPÉ, PÉRIÈS cadet.

[Je ne vois pas pourquoi, s'écrie un membre [LEVASSEUR (de la Sarthe)] (92), nous ne suivrions pas une marche uniforme : Lorsque nous avons accordé la demande de nos autres collègues, il n'a point été question de barrières.

Je demande pour ceux-ci la liberté pure et simple de revenir chez eux.

Applaudi et décrété sans que personne ne s'y oppose pas même le rigide Goujon.] (93)

(90) C 323, pl. 1381, p. 32.

(91) C 323, pl. 1381, p. 22.

(92) L'ensemble des gazettes s'accordent à attribuer cette intervention à Levasseur, J. Fr., n° 759, excepté qui indique Lofficial.

(93) Gazette Fr., n° 1026.